

Trois exemples de ce qui ne va pas en France.

Posté le : 12 juillet 2018 16:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Pays en voie de développement, Humeur, Europe de l'est, Attitudes, Economie et politique

Tout le monde vous le dira : nous sommes entrés dans un nouveau monde, peuplé d'êtres nouveaux, pour qui le bien commun, le souci de la nature, le respect des bêtes et des minorités, la moraline suave, la mentalité des bisounours les mieux maternés et la repentance vis-à-vis des péchés de l'Occident, forment la base d'une bouleversante nouvelle humanité française.

Depuis que la contestation, c'est-à-dire la protestation gratuite et moralisante, a été doublée par la défense judiciaire et administrative des « faibles », le devoir politique est de les « affranchir », c'est-à-dire de leur redonner la supériorité dans le « rapport de force », par la loi et le règlement, par le fonctionnaire et par le juge. Une situation hypocrite s'est ainsi créée où toutes les relations entre fausses « victimes » et faux « puissants » deviennent problématiques et malhonnêtes. En même temps, les élus s'octroient le pouvoir de nuire à des catégories de population d'une façon haineuse et radicale. Le citoyen blanc indigène de centre ville, le propriétaire, le conducteur automobile, l'employeur sont des « salauds au sens sartrien du terme » qui doivent savoir qu'on ne leur fera aucun cadeau, au nom du bien commun naturellement. On voit sortir de nulle part des excités, souvent français récents, qui se font élire sur des programmes de haine dont ils attendent argent et pouvoir, inaccessibles sur leurs capacités propres. Ils ne savent rien mais ne doutent de rien. Leur seule préoccupation est de forcer les décisions les plus saumâtres, tout en essayant par mille combines de sauver leur siège. « L'ais-je bien descendu » est leur questionnement unique, en parlant du bourgeois naturellement, pas de l'escalier des Folies Bergère.

Après 40 ans de ces délicieux délires, la situation de la France est naturellement totalement désespérée. Chômage de masse, déficits monstrueux, productivité évaporée, relations sociales épouvantables, fuite des cerveaux, exil fiscal, intégration impossible, tous les symboles d'un pays malade sont affichés en France. Les Britanniques qui avaient le français en seconde langue l'abandonne (pour l'espagnol), constate la Presse du jour, comme d'ailleurs tous les autres pays qui avaient fait du français une langue de culture indispensable. Aux Etats-Unis, la France est devenue « irrelevant ». En un mot, les Français font rire tout le monde et la prétention de son Président d'en faire le pays phare de la galaxie, grâce à cette administration que tout le monde nous envie, paraît pour le moins farfelue. D'objectifs diplomatiques affichés de façon grandiloquente en claques diplomatiques reçues à répétition, nos dirigeants énarques font visiter sans grands résultats le patrimoine historique aux grands dirigeants mondiaux en tentant d'expliquer qu'eux-mêmes en sont les dignes héritiers.

Trois exemples du jour prouvent que cet optimisme est légèrement abusif.

A Nantes, les « quartiers » flambent. Il faut lire les pleurs de crocodile de Ouest-France, Ouest-plouc pour les intimes, temple de la bisounurserie christo-socialiste, découvrant avec horreur que la Nantes socialiste de Jean-Marc Ayrault, ce premier ministre flamboyant que tout le monde regrette au Nouvel Obs et à Libération, possède une banlieue africaine inflammable comme les autres grandes villes françaises. Bien sûr, le journal regrette, comme la famille du dénommé Aboubakar Fofana, tué malencontreusement en tentant de fuir un contrôle de police, que les médias osent dire qu'il s'agit d'un voyou en fuite après une suite infinie de délits. Non pas que cela soit faux. Mais pourquoi « stigmatiser » ? Ah ! Que la ville des immigrés était belle avec ces centaines

de bâtiments rénovés, ces équipements publics du dernier cri, ses associations bienveillantes gorgées de subvention ! Les voilà tous brûlés comme les 200 voitures de voisins. Détruite l'école, la bibliothèque, la mairie annexe, la Poste. Même le bar PMU a brûlé. Ils ont raté la station essence. La Mairie de Paris aurait été plus efficace. On observe tout d'un coup que la ville n'est plus seulement victime des Zadistes et autres extrémistes de gauche, « qui ne s'en prenaient qu'aux abribus ». Des gentils, quoi ! La Maire socialiste ne comprend pas : « La maison de quartier de Malakoff, entièrement rénovée à grands frais est détruite ! ». Le quartier avait vue sur la Loire et n'avait rien à envier aux quartiers « bourgeois ». Loger luxueusement des populations immigrées africaines ne suffirait donc pas ?

On avait pourtant laissé une rue totalement libre pour les trafiquants. Sympa non ? Les chefs des trafics n'ont pas admis qu'on tue l'un des leurs. Si une ville ne peut plus être épargnée par ces gens alors que la mairie est socialiste, béni-oui-oui, et pleine d'argent à mettre à disposition des immigrés, où va-t-on ? Ils n'ont pas de reconnaissance pour les gentils ? Les « Fascistes auraient donc raison. Les banlieues en folie ne le seraient pas pour des questions sociales mais pour un sentiment de rejets du Gaulois par des immigrés musulmans devenus majoritaires et méprisants pour les « croisés » et ses lois ? ». Sidérant ! Mais la bondieuserie d'Ouest-France reste ferme sur ses a priori : grâce au football et aux performances de l'équipe majoritairement noire de la France, « le baume tricolore sur les cicatrices sera une première étape vers la guérison nationale » (sic). Car la crise des banlieues africaines des grandes villes française est une maladie de la nation blanche qu'on se le dise. Heureusement que le mot race disparaît de la Constitution ! Et tendons la joue indemne, s'il en reste une.

Passons à un autre exemple de dériv et d'effet pervers.

Impossible de vendre un immeuble sans vendre le gardien avec, quand il y en a un. La loi est devenue tellement favorable à cette catégorie sociale, que tout est verrouillé en sa faveur, à charge pour les propriétaires de payer et de subir. Et désormais, s'il n'est pas d'accord, impossible de vendre l'immeuble ce qui donne au gardien un pouvoir de négociation totalement disproportionné. Que faire quand l'acheteur exige que le sieur en question soit licencié avant l'achat ? Pas fou, l'acheteur : il ne veut pas reprendre l'ancienneté, les frais de départ à la retraite etc. Ce qu'il veut est simple : recruter des intérimaires et ne jamais garder le même plus de six mois. « La loi est intolérable ; alors soyons encore plus intolérables ». Le malheureux qui croyait avoir été merveilleusement servi par les gouvernements socialistes et ses « cadeaux au peuple » ne se rend pas compte que la précarité en a été l'effet pervers obligé. Que faire du gardien ? Négocier. Il est d'accord : il peut espérer un gros chèque et trois ans de chômage payé. Et c'est l'état qui paiera sous forme d'un accord négocié. Le vendeur jure mais un peu tard qu'il aurait du prendre des intérimaires au lieu de rechercher une relation de longue durée avec un salarié compétent et connaissant l'immeuble. Ça c'était l'ancien monde et ce paternalisme odieux que tout le monde méprise. Une vision bourgeoise du plus mauvais ton. Voici un chômeur de plus et un trou pour la sécurité sociale et les finances de l'Etat. On travaillera moins et mal en bas d'immeuble. Tout le monde haïra tout le monde : Les utilisateurs de l'immeuble qui n'auront plus le service d'un gardien efficace ; L'intérimaire qui passera son temps à se demander ce qui va lui arriver à la fin du contrat. Le gardien fainéant et cupide qui se retrouvera sans perspective d'emploi à la fin de sa longue période de chômage. On a décrit l'hypothèse heureuse. Car si le gardien est teigneux ce seront les juges et les avocats qui pendant des années prendront le haut du pavé avec des frais et des charges considérables qui décourageront finalement les investisseurs loueurs. Et n'oublions qu'une mairie inspirée pourrait préempter l'immeuble pour en faire des appartements pour immigrés à 1 millions d'euros l'unité, après conversion des bureaux en logement sociaux, ce qui aura l'effet d'endetter la ville pour des décennies tout en la privant des recettes associées à l'activité de bureaux. Qui a parlé de la préférence française pour le chômage et l'endettement ? Le nouveau « monde bienveillant » a fait décidément une rupture heureuse avec ces terribles bourgeois qui aimaient la discipline,

cultivaient le respect des personnes et de la propriété et repoussaient la dette comme un expédient diab

Restons dans l'urbanisme pour un troisième exemple.

La Ville de Paris, toujours à l'affût d'initiatives anti-bourgeoises, mais propres à stimuler les démarches dites « citoyennes », un synonyme en novlangue pour « attrape-couillons », vient de lancer un vaste projet de « re-création » (on ne rénove pas un passé révolu, on recrée une ville enfin pertinente, sociale, écologique, etc.) du quartier Montparnasse, à Paris. Mme Hidalgo et sa garde rapprochée d'opportunistes, de fils à papa chrétiens de gauche, d'apparents malades mentaux, ou de rejeton du trotskisme banlieusard à tendances pédérastiques assumées, savent qu'ils sont haïs à hauteur du mépris qu'ils ont prouvé à l'égard d'à peu près toutes les catégories de la population parisienne. Tous les médiocres en difficulté croient qu'ils ne s'en sortiront qu'en se cachant derrière des projets plus grands qu'eux. Ils confondent audace et démesure, volonté et hubris, petits calculs et grands desseins.

Pour une bonne partie de la zone de « récréation », les choix urbains sont déjà faits et ils sont catastrophiques. La mairie veut interdire la voiture, électrique ou non, à Paris et pour cela a déjà entrepris deux types de suppressions de voies de circulation même lorsqu'il s'agit de grands boulevards :

- Par élargissement des trottoirs,
- Par création de double-voies de circulation réservées aux cyclistes.

De subtiles inversions de sens unique de circulation permettent de créer des trappes à voitures. Par exemple la place de Catalogne s'est retrouvée impraticable en supprimant une voie de circulation sur la rue Alain et la rue Vercingétorix. On ne peut plus prendre ce chemin pour sortir commodément de Paris. Le trajet pour rejoindre le périphérique prend actuellement trois fois plus de temps qu'avant et bientôt quatre avec les nouveaux investissements prévus. Du coup la place est bloquée à certaines heures avec pollution sonore et gazeuse : merci pour les riverains, dont on se moque totalement. Eux-mêmes ne peuvent plus sortir travailler en banlieue. Ils sont enfermés dans leur quartier. La mobilité n'est plus une fonction urbaine !

En même temps la municipalité a accepté la création, dans un tout petit espace, de 226 boutiques dont un centre Leclerc, de deux hôtels et demi de plus, avec une augmentation de près de quarante pour cent du trafic gare (autocars, voitures de locations, taxis, VTC, ...) et un quintuplement du trafic du livraison des magasins, soit 200 camions en pointe dont un « 19 tonnes » tous les quarts-d'heure, sans prévoir où les camions en attente de livraison stationneront. En vérité ils bloqueront les voies uniques de circulation imposées par la mairie. Plus rien ne sera possible pour personne. Le risque est de tuer les centres commerciaux après avoir fait fuir les habitants.

Toujours égaux à eux-mêmes, les sieurs Missika et Nadjovski, un opportuniste assumé et un autiste content de son petit vélo dans le ciboulot, les deux adjoints emblématiques de Mme Hidalgo, ont annoncé aux foules émues qu'ils envisageaient de mettre tous les boulevards avoisinants sur une voie, y compris l'avenue du Maine qui est une voie entrante stratégique pour Paris. Réduire les voies de circulation de moitié en multipliant les besoins de transport est le genre de politique qui laisse des doutes sur la santé mentale des dirigeants parisiens. Il faut dire qu'ils veulent faire une autoroute à vélos, centrale, dans la rue du Ct Mouchotte. Du coup cette rue de 400 mètres où débouchent 5 ou 6 parkings, deux hôtels, une gare, une station d'autocar Air France, et deux centres commerciaux majeurs sera inutilisable pour complaire à 4% des usagers de la voirie. Les riverains ? Quels riverains ?

Tous les efforts faits depuis des dizaines d'années pour éviter que le quartier ne soit « un quartier de gare mal famé et répugnant » et pour qu'il devienne un quartier urbain et civilisé, seront réduits à

néant.

Pratiquement toutes les décisions sont déjà prises, même si elles ont été partiellement remises à plus tard faute d'argent. L'équipe Hidalgo a ruiné la ville. On court vers les 7 milliards de dettes en dépit d'une hausse catastrophique des impôts depuis l'arrivée des socialistes. On maintient pour 2 millions d'habitants une équipe municipale (fonctionnaires et associations liées) de plus de 50.000 personnes là où Tokyo et ses 12 millions d'habitants se contentent de 12.000 employés municipaux.

Alors à quoi rime de faire appel à une société d'animation et d'enquête censée déterminer les desiderata de la population ? Ce genre de sociétés vit dans la mouvance des mairies socialistes à l'aide de contrats plus ou moins fantaisistes mais dont la rondeur d'honoraires n'est pas perdue pour tout le monde. Technicité égale à zéro ; honnêteté à prouver. Voici donc quelques militantes socialistes, ex militantes probables des Cal, comité d'action lycéennes, auto bombardées « urbanistes » et organisant des visites à pied et des « réunions citoyennes ».

Ceux qui auront la chance inouïe de participer à ces « ateliers » (seuls les initiés les connaissent) verront avec envie les relevés de conclusion qu'on leur sert. Pas une contestation des projets réels (il faut conserver « la confiance de la mairie » qui a des politiques impopulaires à justifier et qui paie ces sottises). On apprend que les premiers « dialogues » ont montré que les vélos sont mal traités notamment sur la place de Catalogne (qui vient d'être saturée par les aménagements malthusiens de la rue Alain, mais cela il ne faut pas le dire et encore moins l'écrire). Ordre a visiblement été donné par la mairie de justifier l'autoroute à vélos que tout le monde juge désastreuse. Au terme de l'étude elle sera naturellement le fruit « d'un désir manifeste de la population » et les « citoyens » se seront exprimés de façon « unanime ». Quiconque s'exprime dans ces ateliers qui connaît un peu les projets « doit laisser parler les autres », qui eux visiblement ne savent rien de ce qui est déjà décidé. On évoque la suppression totale de la circulation dans la rue de la Gaîté (Merci pour les riverains dont aucun n'est présent et qui découvriront bientôt qu'ils veulent unanimement la fermeture). En revanche on rétorque que les boutiques pornos de la rue sont du folklore local sympathique et que si les magasins de légumes de proximité ont disparu, c'est que c'est comme ça. On n'aura donc parlé, officiellement, que de limitations de circulation et de priorité aux vélos. Deux gugusses qui se font remarquer par leur soutien sans faille au discours de la mairie, s'ils ne sont pas en mission commandée et payée, font seuls « la réponse citoyenne à la démarche novatrice de consultation des Parisiens » qui fera l'objet d'un relevé de conclusions.

Faut-il en rire ?

Un intervenant rappelle que la gare a été cachée justement pour éviter que le quartier ne souffre des troubles habituels du voisinage d'une gare et contredit l'affirmation de l'animatrice selon laquelle, il y a peu d'habitants. En fait il y en a plus de 15.000 dans la zone de consultation, dont 4000 dans la seule rue Mouchotte. L'urbaniste ne le savait pas. Les droits de ces riverains ? Rien à cirer. Parlons plutôt des initiatives de culture agricole coopérative sur les trottoirs !

Cette enquête est une farce de bout en bout et une tentative frelatée de la mairie de tenter de justifier ses âneries idéologiques par la « volonté populaire » recueillie par une société amie financée par elle-même.

Une malhonnêteté politique de plus de la part d'une mairie méprisante profondément les habitants (ses dirigeants n'ont aucune racine dans la Capitale, ni même en France d'ailleurs).

Ces trois exemples touchent à la ville et sont fort significatifs. Voici comment est gouvernée la France, dans la moiteur du bel été 2018 selon les méthodes du nouveau monde. Délitement social, immobilier et urbain sont les trois aspects de la même approche post soixante-huitarde, anti bourgeoise et socialisante.

On préférera nettement « l'ancien monde ». Jamais les effets pervers des nouvelles politiques des émules de Zazie, celle qui voulait être institutrice « pour faire ch... les mômes », n'ont été plus flagrants. Jamais les tentatives de faire oublier ces âneries n'ont été plus manifestes dans certains milieux politiques et médiatiques. Jamais la population, massivement trompée, n'a jamais été plus loin des prises de conscience nécessaires et des changements de cap indispensables.

Pour leur suicide collectif les Français ont choisi la mort lente. Le ridicule tue tout de même, mais à petit feu.